

# PRÉSENTATION

## PLANÈTE ET CLIMAT : UNE RÉFORME AGRAIRE INTERNATIONALE



**XAVIER COMPAIN \***

*« Je ne suis que l'humble porte parole d'un peuple qui refuse de se regarder mourir pour avoir regardé passivement mourir son environnement naturel. »*

(Thomas Sankara, Conférence Silva,  
Paris, février 1986)

Telle pourrait être la voix des peuples s'exprimant aujourd'hui face à l'avenir de la planète au moment où viennent de se réunir les chefs d'états du G7 (groupe réunissant les chefs d'État et de gouvernements des sept pays les plus industrialisés), en Allemagne. C'est dans un contexte où partout dans le monde les politiques d'austérité menacent les libertés, hypothèquent la paix et engendrent la faim que s'est ouvert ce G7 de Schloss Elmau.

Chaque année, la faim tue plus que le Sida, le paludisme et la tuberculose réunis. Ce que la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) vient de confirmer en annonçant qu'une personne sur neuf souffre de la faim (795 millions). La majorité des personnes sous alimentées vivent en Asie (526 millions). Toutes les

---

\* MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL DU PCE, EN CHARGE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE ET DE LA FORÊT

dix secondes un enfant de moins de cinq ans meurt de faim. Dans les pays en développement, 66 millions d'enfants en âge d'aller à l'école ont le ventre vide. Il suffirait de 3,2 milliards de dollars US pour les nourrir. Il faudra nourrir demain plus de neuf milliards d'êtres humains dans le monde. Les projections pour 2050 annoncent que même sous la barre des 2 °C de réchauffement, la moitié de la planète sera exposée à la faim !... Chiffres terrifiants d'un seul et même combat contre la faim, pour la souveraineté alimentaire et la justice climatique. Aussi l'année 2015 est une année importante pour le financement du développement à Addis-Abeba en juillet puis pour le devenir climatique avec la COP 21 de Paris qui se déroulera du 30 novembre au 11 décembre 2015.

À l'occasion de ce sommet des chefs d'États du G7, la résolution s'est soldée par la reconnaissance de l'action contre la faim, l'un des objectifs majeurs pour le développement et la sécurité mondiale malheureusement sans aucun engagement financier. En effet, avec de louables intentions les États ont ciblé 500 millions de personnes à sortir de la faim d'ici 2030, appelant à des investissements privés et nationaux des pays du Sud.

Comment des pays, déjà sous le joug des politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI, dont leurs terres sont accaparées et leurs licences de pêche bradées pourront-ils financer la relocalisation de leurs agricultures ? Il est à craindre que cette absence de politique publique à tous les niveaux, engoncée dans le libéralisme impose une concentration de l'agriculture sous le pouvoir de gros propriétaires et de multinationales de l'agro-industrie, employant des ouvriers déplacés et sous payés, pillant les ressources.

Lors de son élection, le président de la République française, François Hollande, avait promis une gouvernance pour lutter contre la volatilité des marchés, des stocks de régulation alimentaire... À ce jour, la France, au sein de l'Europe, au niveau international n'a aidé à la constitution de stocks de sécurité alimentaire. À quelques jours du G7, la publication des chiffres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) montrait une baisse de 9 % de son aide publique au développement en ce qui la concerne.

Au vu du G7 des capitalistes, c'est dans les résistances sociales, mobilisations citoyennes et actions politiques que sont les clefs pour peser et mettre les véritables enjeux sur la table des discussions internationales. La souveraineté des peuples, la justice écologique

et la conquête de biens communs en sont les exigences populaires. L'alternative face à un G7, G8 qui gère la faim doit être un G195 des peuples avec l'ambition d'éradiquer les politiques qui affament. La conquête de ce droit fondamental pour chaque être humain impose un nouveau mode de développement de la planète en rupture avec les marchés spéculatifs. Les terres agricoles devraient être consacrées à la production alimentaire pour nourrir les peuples. Cela implique que l'agriculture et l'alimentation soient extirpées des logiques néolibérales actuelles de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), du FMI (Fonds monétaire international), de la Banque mondiale et des traités de libres échanges. Nous proposons une nouvelle organisation internationale dans le cadre des Nations unies. Nous soutenons la réforme du Comité de la sécurité alimentaire (CSA) de la FAO, qui associe de manière inédite les États, les institutions internationales et la société civile.

Nous pensons que le CSA est aujourd'hui l'instance légitime de l'expression démocratique des peuples et pourrait être l'institution arbitrale des politiques publiques agricoles et alimentaires.

Le défi de civilisation que pose l'accès à une alimentation de qualité et en quantité accessible à tous doit conduire les institutions internationales à faire respecter ce droit des peuples. En écho aux mouvements sociaux et paysans à l'échelle du monde se fait jour le besoin urgent de réformes agraires pour garantir la souveraineté alimentaire. Cette exigence doit être au centre des politiques publiques. Une réforme agraire devra répondre aux objectifs de société, être le pilier du développement agricole et alimentaire, engager la transition écologique. Basée sur l'agriculture paysanne et la pêche artisanale, elle sera productrice de denrées alimentaires saines et diversifiées. Pour être efficace la rémunération du travail paysan doit être garantie. La réforme est essentielle à la modernisation de l'agriculture notamment par l'accès au foncier, aux crédits et aux semences. Ces moyens de production sont incontournables pour le développement rural. La réforme agraire vise à répondre au besoin premier de l'humanité : nourrir les hommes. Elle s'accompagne de même de la satisfaction des autres droits fondamentaux à la santé et à l'éducation.

Dans ce mouvement, les communistes français invitent à des coopérations et solidarités réelles avec les forces en lutte contre l'impérialisme, avec des forces progressistes, mouvements ou gouvernements qui se dotent d'alternatives face au capitalisme.

En ce sens, nous proposons de mener des campagnes publiques internationales.

Une Union européenne refondée agirait avec fermeté pour faire cesser la spéculation sur les matières premières agricoles et pour créer de nouveaux instruments de régulation des marchés internationaux, avec la création d'outils de stockage. Elle pourrait être actrice de la création d'une convention internationale sur l'interdiction de la spéculation sur les biens alimentaires. Elle prendrait l'initiative de la mise en place d'un système encadrant les marges des géants de la grande distribution et de l'agroalimentaire. Elle fournirait un nouveau système coopératif, démocratique contre les risques climatiques et pour faire face à de graves crises et serait promotrice d'un nouvel outil de protection des activités du vivant (terre, mer, forêt) dans le cadre d'un système « d'assurance mutuelle démocratique calamités ».